

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: 2

Artikel: Canada : aux chevets de l'Ukraine face à la guerre
Autor: Triaï, Chaouki
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1042003>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Hon. Anita Anand est ministre de la Défense nationale du Canada depuis le 26 octobre 2021.

International

Canada : Aux chevets de l'Ukraine face à la guerre

Chaouki Triaï

Journaliste et universitaire, analyste des questions sécuritaires et géopolitiques

Six mois se sont écoulés depuis le déclenchement du feu armé de la guerre contre l'Ukraine ordonné par le président russe Vladimir Poutine le 24 février 2022. Quelques jours avant cette attaque, Poutine s'est lancé dans un discours fleuve pour préparer les esprits à l'inévitable: la conflagration. C'est peu dire que depuis, des pluies de bombes essaient sur le territoire ukrainien. Le monde occidental libre est sidéré. Il prend position dans son soutien. C'est le cas du Canada qui, dans le concert des nations, ne cache pas son action en faveur de l'Ukraine. C'est ce qu'est venue dire Anita Anand, ministre de la Défense nationale, lors d'une conférence de presse le 4 août 2022 devant les journalistes à Toronto.

Une position de soutien assumée

Dans un calme parfaitement maîtrisé, la ministre de la Défense nationale du Canada a été très claire dans ses propos au cours de cette conférence. En présentiel ou en distanciel, les journalistes ont compris que l'Etat canadien assume avec conviction son aide à l'Ukraine sans faille. Elle entonne au sujet de l'Ukraine: «(...) et pourtant, malgré les coups, ils persévérent pour leur pays, leur liberté pour toutes les démocraties du monde entier. Nous avons été témoin de cette détermination chaque jour depuis l'invasion à grande échelle amorcée par Poutine le 24 février dernier. Le Canada maintient fermement son soutien envers l'Ukraine et nous continuerons de fournir au pays une aide forte sur le plan humanitaire, économique et militaire.»

Une certitude exprimée avec force et assurance sans nul doute. Et d'enchaîner: «Aujourd'hui j'annonce que nous tenons notre promesse de reprendre l'opération Unifier et que j'ai autorisé le déploiement de deux cent vingt cinq membres des forces armées canadiennes au Royaume-uni où ils formeront de nouvelles recrues ukrainiennes.» L'opération Unifier comme son nom l'indique, a été mise en place par le Canada afin d'apporter appui et assistance des Forces armées canadiennes à l'Ukraine.

Le volet formation de cette mission est l'apprentissage et l'acquisition des moyens sécuritaires dans le but de pouvoir les utiliser. La maîtrise de ces moyens en est donc le corollaire.

L'opération Unifier: Comment ça marche ?

L'objectif de cette opération consiste à dispenser des enseignements théoriques et pratiques aux ukrainiens. Mme la ministre en donne les explications: «Les cours menés par les Canadiens offrent un programme flexible à assurer les compétences individuelles à des fins de combats en première ligne, notamment dans la manipulation d'armes, pour la première fois, sur le champ de bataille: les techniques de campagnes et de batteries dans le cadre des conflits armés. Depuis 2015, dans le cadre de l'opération Unifier, nous avons eu le privilège de former plus de trente trois mille militaires et membres du personnel de sécurité ukrainiens. Lorsque j'étais en Ukraine, cette année, j'ai vu à quel point nos membres des forces armées canadiennes ont travaillé fort, pour livrer l'instruction dont les forces militaires ukrainiennes avaient besoin pour se préparer en vue des combats. J'ai directement entendu des membres des forces armées canadiennes dire qu'ils ont beaucoup appris de leurs collègues ukrainiens. Nous savons que cet échange entre nos deux forces militaires a nettement amélioré les choses sur le terrain en particulier dans la défense de Kiev dans les premières semaines qui ont suivi la formation. De plus, nous sommes heureux de maintenir notre soutien envers l'Ukraine à cet égard grâce à l'annonce d'aujourd'hui.» Une déclaration qui ne souffre d'aucune ambiguïté.

Canada : Pilier pour l'Europe et rôle dans l'OTAN

Si la démarche volontariste du Canada pour son soutien à l'Ukraine est indéniable, il n'en demeure pas moins que c'est toute l'Europe de l'Ouest des démocraties occidentales qui est visée. Et dans cette vision, la déduction

qui en découle va de facto aux manœuvres orchestrées par l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN). Pour mémoire cette structure militaire a vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale (1939-45) face à la défunte ex-URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) que Poutine a servi fidèlement avant sa chute 1989-90/91. Ce qui fait dire à la ministre ceci: «*Par ailleurs, le Canada consolide ses engagements axés sur la défense collective en Europe, par exemple sur la force opérationnelle aérienne en Roumanie. Les forces armées canadiennes vont surveiller l'espace aérien des alliés pour s'entraîner avec leurs homologues de l'OTAN et, au besoin, vont interpréter, identifier et escorter les aéronefs qui empruntent la zone d'identification de défense. Aujourd'hui, la force opérationnelle aérienne en Roumanie a assuré ses fonctions de police aérienne renforcée de l'OTAN aux côtés de la force aérienne roumaine et donc, de notre alliée. Dans le contexte de l'environnement de sécurité mondiale qui évolue considérablement en renforçant désormais notre soutien, avant de déployer temporairement ses aéronefs CF18 traditionnels outre la rotation de 6 aéronefs, que nous continuons de fournir aux fins d'activités simultanées d'entraînement de l'OTAN.*»

La question qui apostrophe

Au cours de cette conférence de presse, Mme la ministre s'est livrée au jeu classique, pour un tel exercice, des questions/réponses. Courtes et simples, les questions étaient nombreuses. L'une d'entre elle a été posée sur le jeu ambivalent dans lequel semblerait se trouver le Canada face à son soutien à l'Ukraine. Elle émane de la journaliste Laurence Martin pour Radio-Canada. En substance, au moins au début, la journaliste demande si la Canada ne serait pas dans une situation d'ambiguïté: soutien à l'Ukraine et en même temps, dans un certain sens, un appui à la Russie de Poutine. Voici exactement la question posée par le média Radio-Canada: «*(...) Ce n'est pas un peu hypocrite de dire on soutient l'Ukraine et on est de tout cœur avec le pays quand on n'est pas capable de respecter nos propres sanctions contre la Russie?*» Réaction de la ministre: «*Est-ce une question sur les sanctions ou l'aide militaire?*» Laurence Martin de préciser sa question: «*Vous annoncez aujourd'hui un déploiement militaire pour aider l'armée ukrainienne, (...) et en même temps il y a quelques jours vous avez renvoyé des turbines en Allemagne et du même coup, on a violé nos propres sanctions contre la Russie. Beaucoup dans la communauté ukrainienne reproche au Canada d'avoir violé ses propres sanctions et de ne pas soutenir complètement l'Ukraine.*» D'où l'insistance sur la question «*un peu d'hypocrisie dans tout ça?*»

Riposte de Mme Anita Anand: «*(...) C'est important de souligner et de se souvenir qu'en tant que gouvernement du Canada, nous avons beaucoup de types d'aide pour appuyer l'Ukraine en ce moment. Je parle donc aujourd'hui d'aide militaire. Mes collègues dans le gouvernement ont parlé bien sûr de l'aide économique, humanitaire et l'aide pour la situation alimentaire aussi. Nous devons continuer d'appuyer l'Ukraine. C'est*



En été 2022, quatorze brigades mécanisées ukrainiennes ont pu être reconstituées avec une grande part de matériels occidentaux – essentiellement des blindés légers. Ces formations ont réussi à repousser le front de plusieurs dizaines de kilomètres vers l'Est, grâce à la vitesse de leur action ainsi qu'à une excellente coordination. De haut en bas: Hummer (58^e et 59^e brigades de fusiliers motorisés) et MRAP américains; les Spartan sont des véhicules transport de troupes chenillés légers britanniques – acheminés comme on le voit par des camions civils jusqu'au front.



Fantassins ukrainiens transportés dans un YPR-765 néerlandais (photo de gauche) et à l'entraînement sur la rampe d'un M-2 américain (photo de droite). Les YPR servent au sein des 5^e et 110^e brigades mécanisées.

la raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui. Nous allons continuer de faire cela dans tous les domaines.» Et la journaliste de persister sur «les turbines pour le fonctionnement du gaz russe?» La ministre: «C'est important de reconnaître que nous sommes solidaires de l'Ukraine point final, et aussi de continuer à soutenir nos amis et alliés européens dans leur effort de mettre en place rapidement (...) les effets du gaz russe. C'est important pour le Canada d'aider nos alliés pour stabiliser les marchés de l'énergie. (...)» En d'autres termes l'envoi d'une turbine qui a subi des réparations par l'entreprise Siemens sur les six restantes au profit de l'Allemagne (donc allié) pour le gazoduc Nord Stream 1 est destiné à l'entreprise russe Gazprom qui alimente le pays en gaz. Une alimentation qui était, avant les crises en Ukraine de plus de 40% et que la Russie a réduite de 20% au détriment de l'Allemagne. Mme la ministre fait donc comprendre qu'il n'y a pas d'hypocrisie puisque l'Allemagne fait partie du bloc partenaire. L'Allemagne est dépendante de cette ressource russe. Par ricochet ou effet d'entraînement, l'Union européenne l'est également, même si c'est dans une moindre mesure.

En marge de cette conférence de presse

Afin d'aller plus loin sur l'intervention de la ministre de la Défense, trois questions ont été adressées à son cabinet ministériel afin de prolonger le sujet quant au soutien du Canada à l'Ukraine. En marge de cette conférence, le porte-parole du ministère de la Défense Jason Kung a répondu par messagerie, le 17 août. La première question posée porte sur l'analyse venant des positions officielles du gouvernement. Elles concernent les propos du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov sur le fait que la Russie ne se contenterait pas uniquement de la région Est du Donbass dans sa conquête des territoires en Ukraine. Réaction du porte-parole: «Aux côtés de la communauté internationale, le Canada est consterné par la violation injustifiable par Vladimir Poutine de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Ukraine, ainsi que par son mépris flagrant du droit international.»

De Kaliningrad à la Transnistrie

Kaliningrad est une ville de Russie qui est située dans une enclave territoriale sur la mer Baltique entre la Lituanie et la Pologne. La Transnistrie est un Etat autoproclamé indépendant qui se situe entre la Moldavie et l'Ukraine. Un Etat dont l'allégeance à Moscou n'est un secret pour personne. Ces deux territoires servent de base hautement militaire pour Vladimir Poutine. Il suffit de regarder une carte géographie pour se rendre compte qu'avec un peu plus de 1'200 km qui séparent Kaliningrad de la Transnistrie, c'est une quasi ligne droite qui tranche l'Europe de l'Ouest à celle de l'Est. A l'Est, zone d'influence de la Fédération de Russie. Cela peut laisser songeur biens des experts en géopolitique. A partir de cette observation, la seconde question posée au porte-parole est la suivante.

De Kalingrad au cœur de l'Europe et de la Transnistrie, la Russie ne dessine-t-elle pas dans un futur proche ou lointain, en reliant ces deux points, une nouvelle vision géopolitique de ce qui pourrait être le nouveau visage de la «Grande Russie» des temps anciens tel que le voit Poutine et l'appareil militaire russe? «Le régime russe doit être tenu responsable de ses actes flagrants contre l'Ukraine et son peuple. Jusqu'à présent, le Canada a sanctionné plus de 1'600 individus et entités qui sont complices de l'invasion illégale et injustifiable de la Russie. Plus récemment, le Canada s'est joint à quarante-cinq autres Etats participants à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour souligner les conclusions du deuxième rapport d'experts indépendants du mécanisme de Moscou. Ce rapport a révélé «des tendances claires de violations graves du droit international humanitaire attribuables principalement aux forces armées russes» et constitue «l'une des évaluations les plus complètes à ce jour des violations des droits de la personne et du droit international commises par le régime russe.» Bien que le porte-parole du ministère de la Défense ait fourni une réponse indirecte à la question posée, celle-ci revêt un caractère plutôt diplomatique où les mots sont pesés. Une réponse qui s'inscrit dans un ensemble où des dizaines d'Etats se sont associés.

Enfin, la troisième question porte sur les menées de la Russie dont le dessein serait de phagocytter l'Ukraine dans son espace territorial. Le représentant du ministère réagit: «Avec nos alliés, nous intensifions nos efforts pour veiller à ce que tous les complices de ces crimes atroces et de cette guerre illégale soient tenus pour responsables et confrontés à la pleine force de la loi. Nous continuons à demander à la Russie de cesser immédiatement toute action hostile et provocatrice contre l'Ukraine et de retirer toutes ses forces militaires et ses forces mandataires du pays. Le Canada continue de travailler avec ses partenaires internationaux pour coordonner les actions et examiner les possibilités de nouvelles mesures en réponse aux actes injustifiables du régime russe. De concert avec nos alliés, nous veillerons à ce que les actions de la Russie ne restent pas impunies.» Pour l'heure, la Russie de Poutine semble sourde aux appels à la raison qui viennent de toutes parts.